

**Unité bidépartementale du Calvados et de la Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN**

CAEN, le 01/09/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 31/08/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

COOPERATIVE DE CREULLY

ZA Sud
Route de Martragny
14480 Creully sur Seulles

Références : 2023-550
Code AIOT : 0005302875

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 31/08/2023 dans l'établissement COOPERATIVE DE CREULLY implanté Rue de la Gare BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE 14740 Thue et Mue. L'inspection a été annoncée le 24/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite d'inspection a été réalisée dans le cadre de l'action nationale 2023 relative aux silos.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- COOPERATIVE DE CREULLY
- Rue de la Gare BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE 14740 Thue et Mue
- Code AIOT : 0005302875
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement exploité par la COOPERATIVE de CREULLY sur la commune de BRETTEVILLE L'ORGUEILLEUSE est implanté dans la zone industrielle sur les parcelles cadastrées Section B2 n°474 et 480 et représente une surface de l'ordre de 2,2 ha. L'établissement est constitué :

- d'un bâtiment de stockage d'engrais solides à base de nitrates,
- d'un magasin de stockage de céréales à plat d'un volume de 45 335 m3 destiné principalement à

la collecte et au stockage de blé et d'un silo de stockage vertical comprenant 4 cellules métalliques destiné au stockage de colza,

- d'installations de manutention, pesage et chargement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- formation, consignes et contrôles et suivi des équipements de sécurité

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Conditions de fonctionnement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Lettre de suite préfectorale	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Culture de sécurité	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3	/	Sans objet
4	Entretien de l'installation	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
5	Qualification d'équipement	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15	/	Sans objet
6	Equipements à l'origine de départ de feu	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Maintenance	Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a été possible de consulter que très peu de documents liés aux conditions d'exploitation et de maintenance des installations. Il est attendu de l'exploitant la transmission de consignes et procédures d'exploitation, de rapports de contrôles et suivis d'équipements, d'attestations de formation, la fiche de désignation du responsable de la surveillance de l'exploitation du site et des justificatifs de contrôle, maintenance et caractéristiques ou qualifications d'équipements comme les bandes transporteuses. En matière de moyens de défense incendie, il n'a pas été relevé d'anomalie lors de l'inspection. La visite des installations a fait apparaître que le nettoyage de certains secteurs restait à faire et la face intérieure de la structure de la tour de manutention et les parties supérieures horizontales des équipements présents comportaient une couche de poussières.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Culture de sécurité

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 3
Thème(s) : Actions nationales 2023, Surveillance des installations et formation du personnel
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: L'exploitation doit se faire sous la surveillance d'une personne nommément désignée par l'exploitant et spécialement formée aux caractéristiques du silo et aux questions de sécurité. Le personnel doit recevoir une formation spécifique aux risques particuliers liés à l'activité de l'établissement. Cette formation doit faire l'objet d'un plan formalisé. Elle doit être mise à jour et renouvelée régulièrement.
Constats : L'inspection a noté que le responsable du site est en congés. Ce dernier a été remplacé lors de l'inspection par le responsable d'exploitation des silos de la Coopérative de Creully. Il n'a pas été possible de consulter les fiches de poste respectives des responsables de site et d'exploitation. Toutefois, des échanges menés lors de l'inspection, il a été relevé une grande expérience des questions de sécurité liées à l'exploitation de silos et une forte antériorité dans le métier. L'inspection demande à l'exploitant de fournir sous un mois : - les fiches de poste respectives du responsable du site de Bretteville l'Orgueilleuse et du responsable des sites de la Coopérative de Creully ainsi que le document attestant de la désignation par la direction de la responsabilité d'exercer la surveillance des conditions d'exploitation, - la ou les attestations de formation aux caractéristiques des silos et aux questions de sécurité, - le plan de formation des personnels aux risques particuliers des installations du silo précisant la périodicité de renouvellement. De plus, l'exploitant informera l'inspection des conditions de gestion des intérim. En effet, l'inspection émet des doutes quant à la robustesse de l'organisation de la sécurité du silo en l'absence du chef de site.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : Conditions de fonctionnement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Consignes d'exploitation après intervention
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: Les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation de l'ensemble des installations comportent explicitement la liste détaillée des contrôles à effectuer en marche normale, à la suite d'un arrêt pour travaux de modification ou d'entretien des installations et à la remise en service de celles-ci en cas d'incident grave ou d'accident.
Constats : L'inspection n'a pu consulter sur site les consignes de sécurité et les procédures d'exploitation. En revanche, l'inspection a pu consulter le registre de sécurité, le programme de nettoyage des installations et le suivi journalier de la silothermie. L'inspection a relevé à l'entrée du local de supervision des installations, l'affichage d'une fiche basique et générale précisant les actions à mener en cas d'accident/incendie. Lors de la visite des installations, l'inspection a constaté que : <ul style="list-style-type: none">- <u>le nettoyage des systèmes de convoyage alimentant le silo plat et les silos verticaux restait à réaliser ; un soin particulier doit être porté au dépoussiérage des équipements électriques (moteurs, prises, ...);</u>- <u>les repères d'empoussièrement des sols et platelages commencent à s'effacer : ils sont à refaire ;</u>- <u>le nettoyage des structures et des équipements de la tour de manutention est à améliorer, le constat a été fait d'accumulation de poussières en plusieurs endroits et à plusieurs niveaux.</u> Des extincteurs ont été contrôlés par l'inspection dans la tour de manutention : ils étaient à jour de leur vérification. Le registre de sécurité mentionne une vérification des extincteurs réalisée le 7 novembre dernier. La date mentionnée sur les extincteurs vérifiés était cohérente. En revanche, le registre de sécurité ne fait pas état du contrôle des autres équipements de défense incendie, ni du dispositif de désenfumage de la tour de manutention. L'inspection demande à l'exploitant de préciser les contrôles de bon fonctionnement et de bon état menés sur ces équipements sous un mois. L'inspection demande que l'exploitant procède au nettoyage des silos (structures supérieures porteuses du convoyeur à bande), renouvelle les repères d'empoussièrement au sein de la tour de manutention et propose un programme de nettoyage des structures et équipements de la tour de manutention, le tout sous un mois. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre la ou les procédures d'exploitation des installations listant les contrôles à effectuer en marche normale, à la suite de travaux et à la remise en service des installations en cas d'incident grave ou d'accident sous un mois. L'exploitant veillera à ce que le personnel d'exploitation en ait parfaitement connaissance. L'inspection demande à l'exploitant de transmettre les consignes de sécurité en vigueur sur le site sous un mois. En particulier, la conduite à tenir en cas d'incendie et/ou d'accident doit être précisément définie y compris les rôles et responsabilité des personnels d'exploitation en cas de sinistre en termes de maîtrise des risques et des conséquences de l'incendie et/ou accident.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Maintenance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 4
Thème(s) : Actions nationales 2023, Travaux par point chaud et permis feu
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: La réalisation de travaux susceptibles de créer des points chauds dans ces zones doit faire l'objet d'un permis de feu, délivré et dûment signé par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée et par le personnel devant exécuter les travaux.
Constats : L'inspection a consulté le document relatif au permis de feu. Il a été relevé que le document présenté était commun au site de Norrey et de Bretteville l'Orgueilleuse. Peu des permis de feu délivrés concernaient le site de Bretteville. La pratique a semblé connue avec potentiellement une confusion entre permis d'intervention et permis de feu dans la mesure où l'un des permis de feu délivré portait sur le montage de matériel sans mention de point chaud. Il n'a pas été présenté de guide de bonnes pratiques en matière de mesures à prendre pour maîtriser les risques d'incendie et d'explosion ou d'aide à la décision sur le volet des mesures préventives et de protection. L'inspection engage l'exploitant à mettre à disposition des personnels désignés pour la délivrance des permis de feu un document ou guide d'aide à la rédaction des permis de feu et à l'analyse des risques de l'intervention par point chaud projeté au regard de son environnement.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Entretien de l'installation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Système de dépoussiérage
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Les systèmes de dépoussiérage et de transport des produits sont conçus de manière à limiter les émissions de poussières. Ils sont équipés de dispositifs permettant la détection immédiate d'un incident de fonctionnement et l'arrêt de l'installation.[...]
Constats : Les systèmes de transport comportent des capteurs de déport de bande. Il n'a pas été possible de consulter la maintenance et les contrôles périodiques de bon fonctionnement de ces équipements sur site. Concernant les systèmes de dépoussiérage, il n'a pas été identifié les systèmes de détection avec report d'alarme permettant de mettre en sécurité les installations. L'inspection demande à l'exploitant de démontrer la conformité de ses installations à ces dispositions de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004 sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Qualification d'équipement

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 15
Thème(s) : Actions nationales 2023, Transporteurs à bande
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
Prescription contrôlée: [...] Les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme.
Constats : Il n'a pas été possible de contrôler la conformité des bandes lors de la visite des locaux. Le marquage des bandes n'a pas été visuellement relevé sur les parties visibles et accessibles des bandes. L'inspection demande à l'exploitant de justifier que les transporteurs à bandes sont équipés de bandes non propagatrices de la flamme sous un mois.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Equipements à l'origine de départ de feu

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 29/03/2004, article 9
Thème(s) : Actions nationales 2023, Vérification des installations électriques
Point de contrôle déjà contrôlé: Sans Objet
<p>Prescription contrôlée: [...] Dans les locaux de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendies, notamment lorsqu'ils ont été identifiés dans l'étude de dangers, les installations électriques, y compris les canalisations, doivent être conformes aux prescriptions de l'article 422 de la norme NF C 15-100 relative aux locaux à risque d'incendie.[...]L'exploitant doit tenir à la disposition de l'Inspection des Installations Classées un rapport annuel. Ce rapport est constitué des pièces suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avis d'un organisme compétent sur les mesures prises pour prévenir les risques liés aux effets de l'électricité statique et des courants vagabonds ; - l'avis d'un organisme compétent sur la conformité des installations électriques et du matériel utilisé aux dispositions du présent arrêté ; <p>Un suivi formalisé de la prise en compte des conclusions du rapport doit être tenu à la disposition de l'Inspection des installations classées.[...]</p>
<p>Constats : L'inspection a relevé que le registre de sécurité mentionne le contrôle des installations électriques en février 2022, mais rien en février 2023. Par ailleurs, le registre ne mentionne pas le contrôle spécifique requis au titre de l'article 9 de l'arrêté ministériel du 29 mars 2004. En revanche, il est mentionné le contrôle par thermographie de certains équipements électriques du site réalisé le 28 septembre 2022. Le représentant de l'exploitant précise que le suivi des contrôles réglementaires effectués par des organismes extérieurs est assuré par la maintenance qui centralise les rapports de contrôle. Lors de l'inspection, il n'a pas été possible de les consulter, ni de vérifier les éventuelles suites données aux non-conformités relevées. Lors de la visite de locaux, il n'a pas été relevé d'installations électriques manifestement endommagées ou en mauvais état apparent. Il est demandé à l'exploitant de transmettre sous un mois le rapport du contrôle annuel des installations électriques ainsi que le rapport de contrôle spécifique requis au titre de l'article 9 de l'arrêté ministériel précité. En cas de non-conformités, l'exploitant précisera à l'inspection dans le même délai les suites données et celles programmées pour les traiter.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet